

**SAMIR AMIN**

## **LES REVOLUTIONS ARABES UN AN PLUS TARD**

Les évènements importants qui se sont déroulés après la sortie de mon livre (*Le monde arabe dans la longue durée, le printemps arabe ?*, Le temps des cerises, septembre 2011), appellent les commentaires qui suivent.

### *Les victoires électorales de l'Islam politique en Egypte et en Tunisie*

La victoire électorale des Frères Musulmans et des Salafistes en Egypte (janvier 2012) n'est guère surprenante. La dégradation produite par la mondialisation capitaliste contemporaine a entraîné un gonflement prodigieux des activités dites « informelles », qui, en Egypte, fournissent leurs moyens de survie à plus de la moitié de la population (les statistiques disent : 60%). Or les Frères Musulmans, sont fort bien placés pour tirer profit de cette dégradation et en perpétuer la reproduction. Leur idéologie simple donne une légitimité à cette économie primitive de marché/ de bazar. Les moyens financiers fabuleux mis à leur disposition (par le Golfe) permettent de le traduire en moyens d'action efficaces : avances financières à l'économie informelle, charité d'accompagnement (centres de soins et autres). C'est par ce moyen que les Frères s'implantent dans la société réelle et la place sous leur dépendance. Mais ce succès aurait été difficile s'il n'avait pas répondu parfaitement aux objectifs des pays du Golfe, de Washington et d'Israël. Ces trois alliés intimes partagent la même préoccupation : faire échouer le redressement de l'Egypte. Car une Egypte forte, debout, c'est la fin du triple hégémonisme du Golfe (la soumission au discours de l'islamisation de la société), des Etats Unis (l'Egypte compradorisée et misérialisée reste dans leur giron) et d'Israël (l'Egypte impuissante laisse faire en Palestine).

L'avortement planifié de la « révolution égyptienne » garantirait donc la continuité du système mis en place depuis Sadate, fondé sur l'alliance du commandement de l'armée et de l'Islam politique. Une révision du dosage dans le partage des bénéfices de cette alliance au bénéfice des Frères peut néanmoins s'avérer difficile.

L'Assemblée Constituante sortie des élections d'octobre 2011 en Tunisie sera dominée par un bloc de droite qui associera le parti islamiste Ennahda et les nombreux cadres réactionnaires, hier encore associés au régime de Ben Ali, toujours en place et infiltrés dans les « nouveaux partis » sous le nom de « bourguibistes » ! Les uns et les autres partagent le même ralliement inconditionnel à « l'économie de marché » telle qu'elle est, c'est-à-dire un système de capitalisme dépendant et subalterne. La France et les Etats Unis, n'en demandent pas plus : « tout changer afin que rien ne change ».

Deux changements sont néanmoins à l'ordre du jour. Positif : une démocratie politique mais non sociale (c'est-à-dire une « démocratie de faible intensité ») qui tolérera la diversité des opinions, respectera davantage les « droits de l'homme » et mettra un terme aux horreurs policières du régime précédent. Négatif : un recul probable des droits des femmes. Autrement dit un retour à un « bourguibisme » pluripartiste coloré d'islamisme. Le plan des puissances occidentales, fondé sur le pouvoir du bloc réactionnaire compradore, mettra un terme à cette transition qu'on voulait « courte » (ce que le mouvement a accepté sans en mesurer les conséquences), ne laissant pas le temps aux luttes sociales pour s'organiser, et permettra la mise en place de sa « légitimité » exclusive, à travers des élections « correctes ». Le mouvement tunisien s'était largement désintéressé de la « politique économique » du régime déchu, concentrant ses critiques sur la « corruption » du Président et de sa famille. Beaucoup des contestataires, même « à gauche » ne remettaient pas en cause les orientations fondamentales du mode de développement mis en œuvre Bourguiba et Ben Ali. L'issue était donc prévisible.

Il reste que les mêmes causes produisent parfois les mêmes effets. Que penseront et feront les classes populaires en Egypte et en Tunisie quand elles verront se poursuivre inexorablement la dégradation de leurs conditions sociales, avec son cortège de chômage et de précarisation, sans compter probablement avec les dégradations supplémentaires intensifiées par la crise générale de la mondialisation capitaliste ? Il est trop tôt pour le dire ; mais on ne peut pas s'obstiner à ignorer que seule la cristallisation rapide d'une gauche radicale allant bien au-delà de la revendication d'élections correctes peut permettre une reprise des luttes pour un changement digne de ce nom. Il appartient à cette gauche radicale de savoir formuler une stratégie de démocratisation de la société qui irait bien plus loin que la simple tenue d'élections correctes, d'associer cette démocratisation au progrès social, ce qui implique l'abandon du modèle de développement en place, et de renforcer ses initiatives par une posture internationale indépendante et franchement anti impérialiste. Ce ne sont pas les monopoles impérialistes et leurs serviteurs internationaux (la Banque Mondiale, le FMI, l'OMC) qui aideront les pays du Sud à sortir des ornières ; c'est en se tournant vers de nouveaux partenaires du Sud que cela deviendra moins difficile.

Aucune de ces questions fondamentales ne paraissent préoccuper les acteurs politiques majeurs. Tout se passe comme si l'objectif final de la « révolution » avait été d'obtenir rapidement des élections. Comme si la source exclusive de légitimité du pouvoir résidait dans les urnes. Mais il y a pourtant une autre légitimité, supérieure - celle des luttes ! Ces deux légitimités sont appelées à des confrontations sérieuses à venir.

*Des réformes maîtrisées de l'intérieur seront-elles possibles en Algérie ?*

L'Algérie et l'Egypte ont été, dans le monde arabe, les deux pays d'avant-garde du premier « éveil du Sud » l'époque de Bandoung, du Non Alignement et du déploiement victorieux de l'affirmation nationale post coloniale, associé à d'authentiques réalisations économiques et sociales importantes et progressistes qui auguraient de belles possibilités d'avenir. Mais par la suite les deux pays se sont enlisés pour finalement accepter leur « retour au bercail » des Etats et des sociétés dominées par l'impérialisme.

Le modèle algérien a donné des signes évidents d'une plus forte consistance, ce qui explique qu'il ait mieux résisté à sa dégradation ultérieure. De ce fait la classe dirigeante algérienne demeure composite et divisée, partagée entre les aspirations nationales encore présentes chez les uns et le ralliement soumis à la compradorisation chez les autres (parfois même ces deux composantes conflictuelles se combinent chez les mêmes personnes !). En Egypte par contre, cette classe dominante est devenue intégralement, avec Sadate et Moubarak, une bourgeoisie compradore, ne nourrissant plus aucune aspiration nationale.

Deux raisons majeures rendent compte de cette différence. La guerre de libération en Algérie avait produit, naturellement, une radicalisation sociale et idéologique. Par contre en Egypte le nassérisme vient en fin de la période d'essor du mouvement, initié par la révolution de 1919, qui se radicalise en 1946. Le coup d'Etat ambiguë de 1952 vient donc en réponse à l'impasse du mouvement. Par ailleurs la société algérienne avait subi, avec la colonisation, des assauts destructifs majeurs. La nouvelle société algérienne, issue de la reconquête de l'indépendance, n'avait plus rien en commun avec celle des époques précoloniales. Elle était devenue une société *plébéienne*, marquée par une très forte aspiration à *l'égalité*. Cette aspiration – avec la même force – ne se retrouve nulle part ailleurs dans le monde arabe, ni au Maghreb, ni au Mashrek. Par contre l'Egypte moderne a été construite dès le départ (à partir de Mohamed Ali) par son aristocratie, devenue progressivement une « bourgeoisie aristocratique » (ou une « aristocratie capitaliste »). De ces différences en découle une autre, d'une importance évidente, concernant l'avenir de l'Islam politique. Comme Hocine Belalloufi le montre (*La démocratie en Algérie : réforme ou révolution ?*; ouvrage en cours de publication), l'Islam politique algérien (le FIS), qui avait dévoilé sa figure hideuse, a été véritablement mis en déroute. Cela certes ne signifie pas que cette question soit définitivement dépassée. Mais la différence est grande avec la

situation en Egypte, caractérisée par la convergence solide entre le pouvoir de la bourgeoisie compradore et l'Islam politique des Frères Musulmans.

De toutes ces différences entre les deux pays découlent des possibilités différentes de réponses aux défis actuels. L'Algérie me paraît mieux placée (ou moins mal placée) pour répondre à ces défis, dans le court terme au moins. Des réformes économiques, politiques et sociales maîtrisées de l'intérieur me semblent avoir encore leurs chances en Algérie. Par contre en Egypte la confrontation entre « le mouvement » et le bloc réactionnaire « antirévolutionnaire » paraît devoir inexorablement s'aggraver.

L'Algérie et l'Egypte constituent deux exemples magistraux de l'impuissance des sociétés concernées, jusqu'à ce jour, à faire face au défi. L'Algérie et l'Egypte sont les deux pays du monde arabe qui sont des candidats possibles à « l'émergence ». La responsabilité majeure des classes dirigeantes et des systèmes de pouvoirs en place dans l'échec des deux pays à le devenir est certaine. Mais celle des sociétés, de leurs intellectuels, des militants des mouvements en lutte doit tout également être prise en sérieuse considération.

Le même espoir d'une évolution démocratique pacifique est-il possible au Maroc ? J'en doute tant que le peuple marocain continuera à adhérer au dogme archaïque qui ne dissocie pas la Monarchie (de droit divin : « *amir el mouminine* ») de la nation. C'est sans doute là la raison pour laquelle les Marocains ne comprennent pas la question Sahraouie : les nomades fiers du Sahara ont une autre conception de l'Islam, qui leur interdit de s'agenouiller devant autre qu'Allah, fut-il Roi.

#### *Le drame syrien*

Le régime de Bashar el Assad n'est guère plus qu'une dictature policière accompagnant sa soumission aux exigences du « libéralisme » mondialisé. La légitimité de la révolte du peuple syrien n'est donc pas contestable. Il reste que la destruction de la Syrie constitue l'objectif des trois partenaires que sont les Etats Unis, Israël et l'Arabie Séoudite, qui mobilisent à cette fin les Frères Musulmans, voire leur procurent des armes. Leur victoire éventuelle – par l'intervention militaire étrangère ou sans elle – produirait l'éclatement du pays, le massacre d'Alaouites, de Druses et de Chrétiens. Mais qu'importe. L'objectif de Washington et de ses alliés n'est pas de libérer la Syrie de son dictateur, mais de détruire le pays, comme il n'était pas de libérer l'Iraq de Saddam Hussein, mais de détruire le pays.

La seule solution démocratique passerait par des réformes substantielles au bénéfice des forces populaires et démocratiques qui existent et refusent de se laisser enrôler par les Frères Musulmans. Si le régime s'avère incapable de le comprendre, rien n'arrêtera la marche du drame de se poursuivre jusqu'à son terme. Il est amusant de savoir que ce sont désormais le Sultan de Qatar et le Roi d'Arabie Séoudite qui sont les champions de la promotion de la démocratie (chez les autres). Difficile de pousser la farce plus loin !

#### *La géostratégie de l'impérialisme et la question démocratique*

J'ai voulu montrer dans ce livre que la dépolitisation avait été décisive dans la montée en scène de l'Islam politique. Cette dépolitisation n'est certainement pas spécifique à l'Egypte nassérienne. Elle a été la pratique dominante dans toutes les expériences nationales populaires du premier éveil du Sud et même dans celles des socialismes historiques après que la première phase de bouillement révolutionnaire ait été dépassée. Dénominateur commun : la suppression de la pratique démocratique (que je ne réduis pas à la tenue d'élections pluripartites), c'est-à-dire du respect de la diversité des opinions et des propositions politiques, et de leur organisation éventuelle. La politisation exige la démocratie. Et la démocratie n'existe que lorsque la liberté est donnée aux « adversaires ». Dans tous les cas sa suppression, à l'origine donc de la dépolitisation, est responsable du désastre ultérieur. Que celui-ci prenne la forme de retours aux passésismes (religieux ou autres). Ou qu'il prenne celle de l'adhésion au « consumisme » et au faux individualisme proposée par les médias occidentaux, comme ce fut le cas chez les peuples de l'Europe orientale et de l'ex URSS, comme c'est le cas ailleurs également non pas seulement au sein des classes moyennes (bénéficiaires éventuels du développement) mais également au sein des classes populaires qui, faute d'alternative, aspirent à en

bénéficiaire, même à une toute petite échelle (ce qui est évidemment parfaitement compréhensible et légitime).

Dans le cas des sociétés musulmanes cette dépolitisation revêt la forme principale du « retour » (apparent) de l'islam. L'articulation associant le pouvoir de l'islam politique réactionnaire, la soumission compradore et la paupérisation par l'informalisation de l'économie de bazar n'est pas spécifique à l'Égypte. Elle caractérise déjà la plupart des sociétés arabes et musulmanes, jusqu'au Pakistan et au-delà. Cette même articulation opère en Iran ; le triomphe de cette économie de bazar avait été signalé dès le départ comme le résultat majeur de la « révolution khomeyniste ». Cette même articulation pouvoir islamique/économie de marché de bazar a dévasté la Somalie, désormais effacée de la carte des nations existantes (voir mon article sur le sujet, site de *Pambazuka*, 1/2/2011).

Que peut-on donc imaginer si cet islam politique accédait au pouvoir en Égypte et ailleurs ?

Nous sommes envahis par des discours rassurants à cet effet, d'une incroyable naïveté, sincère ou fausse. « C'était fatal, nos sociétés sont imprégnées par l'islam ; on a voulu l'ignorer ; il s'est imposé » disent les uns. Comme si ce succès de l'islam politique n'était pas dû à la dépolitisation et à la dégradation sociale qu'on veut ignorer. « Cela n'est pas si dangereux ; le succès est passager et la faillite du pouvoir exercé par l'islam politique amènera les opinions à s'en détacher ». Comme si les Frères en question étaient acquis au principe du respect des principes démocratiques ! Ce à quoi font semblant de croire Washington, les « opinions » fabriquées par les médias dominants et la cohorte des « intellectuels » arabes, par opportunisme ou absence de lucidité.

Non. L'exercice du pouvoir par l'islam politique réactionnaire serait appelé à durer ... 50 ans ? Et alors qu'il contribuerait à enfoncer les sociétés qu'il soumettrait chaque jour dans l'insignifiance sur l'échiquier mondial, les « autres » poursuivraient leurs avancées. Au terme de cette triste « transition » les pays concernés se retrouveront au bas de l'échelle de la classification mondiale.

La question de la politisation démocratique constitue, dans le monde arabe comme ailleurs, l'axe central du défi. Notre époque n'est pas celle d'avancées démocratiques, mais au contraire de reculs dans ce domaine. La centralisation extrême du capital des monopoles généralisés permet et exige la soumission inconditionnelle et totale du pouvoir politique à ses ordres. L'accentualisation de pouvoirs « présidentiels », d'apparence individualisés à l'extrême mais en fait intégralement soumis au service de la ploutocratie financière, constitue la forme de cette dérive qui annihile la portée de la défunte démocratie bourgeoise (elle-même renforcée un temps par les conquêtes des travailleurs) et lui substitue la farce démocratique. Dans les périphéries les embryons de démocratie, quand ils existent, associés à des régressions sociales encore plus violentes que dans les centres du système, perdent leur crédibilité. Le recul de la démocratie est synonyme de dépolitisation. Car celle-ci implique l'affirmation sur la scène de *citoyens* capables de formuler des projets de société *alternatifs*, et non seulement d'envisager, par des élections sans portée, « l'alternance » (sans changement !). Le citoyen capable d'imagination créatrice disparu, l'individu dépolitisé qui lui succède est un *spectateur passif* de la scène politique, un *consommateur* modelé par le système qui se pense (à tort) *individu libre*. Avancer sur les chemins de la démocratisation des sociétés et de la repolitisation des peuples sont indissociables. Mais par où commencer ? Le mouvement peut être amorcé à partir de l'un ou de l'autre de ces deux pôles. Rien ici ne peut être substitué à l'analyse concrète des situations concrètes, en Algérie, en Égypte, tout comme en Grèce, en Chine, au Congo, en Bolivie, en France ou en Allemagne. A défaut d'avancées visibles dans ces directions le monde s'engagera, comme il l'est déjà, dans la tourmente chaotique associée à l'implosion du système. Le pire est alors à craindre.

JANVIER 2012